

Postface

Travail, famille, politisation

*Olivier Fillieule**

Les sociétés contemporaines fonctionnent comme des « dispositifs de travail ». Les individu(e)s qui travaillent passent une partie considérable de leur existence *au* travail et ceux/celles qui ne travaillent pas – que cela résulte d'un choix libre ou d'une impossibilité temporaire ou définitive – voient leur identité sociale et individuelle largement définie par leur non-travail. L'exploration du sens politique du travail se donne donc comme un projet passionnant dont le livre que l'on vient de lire fait assez la preuve. Certes, la littérature sur le sujet ne manque pas, mais elle demeure dispersée. Ainsi, des travaux explorent l'articulation entre pratiques professionnelles et pratiques d'engagement, en se centrant sur la politisation des pratiques professionnelles (*e.g.* Muel-Dreyfus, 1983; Israël, 2005; Lechaux, Roussel, 2010; Lechaux, 2011), la reconversion de ressources acquises dans le militantisme dans la sphère des activités professionnelles (*e.g.* Ollitrault, 2008; Broqua, 2005; Tissot *et alii*, 2006; Voegtli, 2009), l'orientation des choix de carrière en fonction des convictions idéologiques et des expériences militantes (*e.g.* Fendrich, 1993; Whalen, Flacks, 1989; McAdam 1989; Dauvin, Siméant, 2002; Willemez, 2003; Pagis, 2009; Champy, Israël, 2009; Neveu, 2008, sans oublier les riches travaux sur le *cause lawyering*, dont on trouvera une présentation dans Israël, 2009 et Agrikoliansky, 2010). Aussi bien, à partir de questionnements sur la conflictualité au travail, des chercheur(e)s ont montré comment l'expérience de l'injustice au travail et la participation à des conflits du travail pouvaient avoir des effets de politisation élargis, générant

* IEPI-CRAPUL, Université de Lausanne.

des dispositions contestataires et des engagements hors travail (e.g. Maruani, 1979; Sapiro, 1989; Andrews, 1991; Whittier, 1995; Klawiter, 2008; Giraud, 2009), marqués notamment par le transfert de savoir-faire militants acquis dans les luttes sur d'autres terrains (Misch, 2010).

L'ouvrage coordonné par Ivan Sainsaulieu et Muriel Surdez dresse en quelque sorte un bilan de toutes ces directions, en même temps qu'il suggère tout un ensemble de pistes propres à ouvrir de nouvelles voies, notamment en apportant un grand nombre de réflexions sur les mécanismes propres à la socialisation politique au et par le travail, mécanismes sans doute parmi les plus négligés dans la littérature. L'on comprendra dans ces conditions qu'ajouter une postface à cette masse de connaissance paraît à la fois superfétatoire et périlleux. L'on peut cependant décaler un peu le regard pour essayer de montrer que les recherches dans ce domaine ne sont pas toujours cumulatives, qu'elles établissent parfois des relations de causalité passablement contradictoires et reposent sur des conceptions parfois flottantes et en tout cas variables de la socialisation politique et de la manière dont s'intriquent les différents sous-mondes sociaux dans lesquels les individu(e)s sont amenés à circuler au cours de leur existence. Pour ce faire, je partirai d'une conception de la socialisation politique en lien avec une approche particulière des parcours de vie, pour brièvement souligner les apories des approches causales et conclure sur deux ou trois éléments dont l'exploration pourrait être poursuivie.

Parcours de socialisation

La socialisation désigne l'ensemble des processus conscients ou inconscients par lesquels les individu(e)s intériorisent, tout au long de leur vie les normes d'instances aussi diverses que la famille, l'école, le milieu professionnel, le couple, etc. (Darmon 2006). Quant à la socialisation *politique*, elle tend à être définie comme l'ensemble des mécanismes d'acquisition de valeurs politiques et d'attitudes face au vote et aux institutions représentatives (Bargel, 2009). Elle peut ainsi être conçue comme l'acquisition d'une « compétence politique » indexée sur un ensemble de savoirs légitimes (Gaxie, 1978).

Une telle définition bouscule le modèle dit « de la persistance » (Easton, Dennis, 1969; Piaget, 1972; Percheron, 1985; Muxel, 2001) qui suggère que les apprentissages « préadultes » perdurent tout au long de la vie, et se renforcent avec le temps. De manière certes inégale mais néanmoins globalement dominante, ce modèle a longtemps prévalu et continue à sous-tendre subrepticement un grand nombre de recherches en prêtant à la socialisa-

tion enfantine une influence toujours « première »¹. Pourtant, le modèle de la persistance a suscité de fortes critiques dès les années 1970-1980 (Searing, Schwartz, Lind, 1973). Nombre de chercheur(e)s pointent les apories méthodologiques et le caractère socialement orienté des enquêtes sur les perceptions enfantines du politique (Schwartz, 1977; Cook, 1985) et plusieurs études longitudinales relativisent la transmission familiale, montrant que les préférences partisans peuvent changer substantiellement après l'enfance (Jennings, Niemi, 1981). D'autres, inspiré(e)s par les théories du choix rationnel, soutiennent que les attitudes demeurent plastiques et poreuses aux enjeux de la conjoncture, d'où l'image d'un(e) citoyen(ne) « calculant(e) » et sensible aux « informations politiques » (Petrocik, 1976; Fiorina, 1981).

Pourtant, ce n'est que récemment que deux autres modèles ont commencé de faire pièce à celui de la persistance. Le premier, celui du « cycle de vie ouvert » met l'accent sur les possibilités de changement tout au long de l'existence. Le changement y est en quelque sorte l'ordinaire de la condition d'adulte et dépend des contingences des parcours de vie (Sapiro, 1994). Pour Sigel, non seulement « l'apprentissage et le développement ne sont pas complets à l'âge adulte » mais ils « constituent un processus continu sur la durée d'une vie » (1989, p. 8). Ici, les dispositions ont à peu près les mêmes chances de se transformer à tous les stades du cycle de vie et l'âge ne suffit pas à déterminer le changement d'attitude. Malheureusement, cette voie de recherche est restée assez peu empruntée aux États-Unis : il faut attendre la fin des années 1980 pour voir paraître le premier ouvrage sur la socialisation à l'âge adulte (Sigel, 1989). L'intérêt de ces recherches réside dans l'examen des effets politiques des discontinuités des trajectoires d'adultes, comme l'entrée sur le marché du travail, la mobilité géographique, la participation à un mouvement social, le mariage ou l'arrivée des enfants. Ces événements ont des effets potentiels sur les attitudes politiques dans la mesure où ils ont partie liée avec trois types de changements : la cristallisation d'une identité individuelle, la prise de nouveaux rôles et la réponse à des exigences inédites. Le *lifelong openness model* est convaincant sur le fait que l'enfance et l'adolescence ne peuvent préparer complètement et parfaitement les adultes à affronter les situations imprévues de l'existence. Sur la nécessité donc de s'intéresser aux phénomènes de maintien, d'aménagement ou d'abandon des valeurs et des postures antérieurement construites. Or, ces bifurcations se

1. Cette dernière explication est notamment présente dans la théorie bourdieusienne où la socialisation familiale produit des systèmes de dispositions stables et résistants à la transformation : « l'habitus primaire inculqué par le travail pédagogique primaire est au principe de la constitution ultérieure de tout habitus » (Bourdieu, Passeron, 1970, p. 60). La notion d'« hystérésis des habitus » permet de penser la propension des agents sociaux à persévérer dans la direction prise par leur prime socialisation, par la sélection (le plus souvent inconsciente) des informations et des expériences auxquels ils s'exposent (Bourdieu, 1980, p. 105).

produisent le plus souvent dans la dernière partie de l'adolescence et la première partie de la vie adulte – une hypothèse corroborée par le modèle assez voisin des « années impressionnables ».

Dans ce dernier modèle, l'idée majeure est que les préférences et attitudes individuelles continuent à se cristalliser entre la fin de l'adolescence et le début de la vie adulte, après quoi elles sont relativement stabilisées². Les recherches sur ces « années impressionnables », relativement peu nombreuses (Jennings, Niemi, 1981 ; Sears, 1989), montrent que les individu(e)s arrivé(e)s à la fin de l'adolescence et au début de l'âge adulte peuvent changer d'orientation sur un enjeu donné. Trois propositions sous-tendent ce modèle : les jeunes expérimentent la vie politique sur le mode de la « première rencontre » (*fresh encounter*) ; leurs préférences, placées au cœur d'un flux d'informations régulièrement activées, tendent à se renforcer avec l'âge ; ils/elles deviennent d'autant plus conscient(e)s de leur environnement sociopolitique qu'ils/elles arrivent à un moment de leur vie où ils/elles affirment leur identité propre. Des enquêtes récentes entérinent cette hypothèse (Jennings, 2002 ; Campbell, 2006, chap. 6), même si leur caractère principalement quantitatif limite la compréhension des processus réels par lesquels les « jeunes adultes » façonnent leurs orientations politiques.

C'est par le détour de recherches consacrées au militantisme politique que j'en suis venu à explorer ce champ passablement déserté des socialisations politiques adultes³, à partir, plus précisément, d'une approche théorique qui vise à adapter les analyses en termes de parcours de vie et de carrière (au sens de l'interactionnisme symbolique) à la compréhension des investissements militants, donc aux déterminants de la socialisation politique et aux modalités d'activation ou de mise en sommeil d'une participation politique active (Fillieule, 2001, 2005, 2010 ; Fillieule, Pudel, 2010).

Il faut ici rappeler quelques éléments liés au concept de carrière. Il s'attache à reconstruire « une succession de phases, de changements de comportements et de perspectives de l'individu. Chaque phase requiert une

explication et une cause agissant pendant l'une des phases de la séquence peut avoir une importance négligeable pendant une autre phase [...]. L'explication de chaque phase constitue donc un élément de l'explication du comportement final [...]. La variable qui prédispose un individu à aborder une phase déterminée peut ne pas agir parce que celui-ci n'a pas atteint le stade du processus qui permet de franchir ce pas » (Becker, 1985, p. 45-46). Il comprend donc à la fois une dimension objective (la succession des statuts et positions occupés) et subjective (les changements de perspective et de sens que donne l'individu(e) à la succession de ces expériences objectives). Enfin, il implique la prise en compte, tant dans la synchronie que dans la diachronie, de la *pluralité des sites d'inscription* des acteurs sociaux dans de multiples mondes et sous-mondes sociaux. Les individu(e)s sont en permanence soumis(e)s à l'obligation de devoir se conformer à différentes normes, règles et logiques propres à telle ou telle sphère d'activité, lesquelles peuvent parfois entrer en conflit et doivent se plier à des principes de socialisation intériorisés hétérogènes, voire contradictoires (Lahire, 2002).

Les sociobiographies de militant(e)s analysées au moyen de ces outils montrent que le rapport à l'engagement est irréductible à la transmission d'orientations politiques pendant la socialisation enfantine. Si certaines trajectoires sont marquées par une socialisation primaire fortement politisée, la plupart se caractérisent par une socialisation plurielle, par une hétérogénéité des messages entre espaces d'appartenance et entre étapes du cycle de vie. Les produits de la socialisation familiale se transforment au début de l'âge adulte puis tout au long de la vie, sous l'effet d'une conjonction d'expériences et d'insertions nouvelles (organisations de jeunesse, monde du travail, couple, mobilisation collective, passage à la retraite). Même parmi les individu(e)s apparemment les plus proches d'une reproduction mécanique des attitudes familiales, l'on observe un travail permanent de gestion de la nouveauté ou de la déception, d'équilibrage des tensions, de « maintenance de l'univers » (Berger, Luckmann, 1986).

Une telle analyse repose donc sur une acception extensive et dynamique de la socialisation politique, conçue comme un processus relationnel et continu d'intériorisation de schèmes de perception et d'action relatifs au monde politique ou participant d'un rapport politique au monde social. Autrement dit, tous les éléments de la socialisation sont susceptibles de fonctionner comme des opérateurs d'identification et d'appréciation politiques dès lors qu'ils structurent le rapport des individu(e)s à eux/elles-mêmes, à leurs univers d'appartenance et au monde environnant.

Trois principes en découlent. En premier lieu, la socialisation politique est un processus socialement et historiquement déterminé, dépendant des systèmes d'appartenance des individu(e)s et des contextes dans lesquels ils s'inscrivent. Deuxièmement, la socialisation politique est un processus continu et

2. On rencontre un raisonnement proche de cette hypothèse dans la réflexion de Mannheim sur l'effet de génération. Publié en 1928, *Le problème des générations* suggère de multiples pistes d'analyse rarement testées empiriquement (Mannheim, 1952).

3. Alors qu'à l'inverse, les chercheur(e)s spécialisé(e)s dans le sous-champ des études de socialisation sont resté(e)s à distance de la sociologie du militantisme. Comme le souligne Sapiro (1989), « *social movements are populated by adults, and only recently have socialization scholars turned their attention in any serious way to adult socialization. Moreover and probably more important, political behavior or participation in political organizations is generally conceived of as a dependent rather than independent variable. Socialization research has been aimed at understanding why individuals do or don't participate in politics not at revealing the effects of political activity. We have rarely studied the socialization effects of explicitly political organizations as compared with others such as families or schools* » (voir aussi Whalen, Flacks, 1989 ; Sigel, 1995).

dynamique au cours duquel les acquisitions enfantines et adolescentes sont aménagées ou transformées au cours du cycle de vie. Dès lors, à la famille et à l'école comme instances de socialisation, il faut ajouter de nombreuses autres institutions actives dans les sous-mondes sociaux que constituent la vie professionnelle, la vie affective et amoureuse, les engagements associatifs, syndicaux et partisans. Enfin, la dimension politique est constamment en jeu dans le processus de socialisation sans se résumer à un domaine de connaissances et d'activités spécialisées : elle renvoie à un système de schèmes cognitifs et pratiques reconnus *ou non* comme « proprement politiques » mais ayant des effets de politisation (Fillieule, 2012). Le livre que l'on vient de lire montre bien à quel point l'expérience du travail est productrice de socialisation et donc de socialisation politique, dans les temps chauds de la grève et des conflits de travail, bien entendu, mais aussi dans les temps froids des routines de travail, lesquelles génèrent également, dans un grand nombre de circonstances, un sentiment d'injustice, une appréciation politisée des rapports entre individu(e)s, rôles et statuts.

Misère des épistémologies déductives-nomologiques

En termes de méthode, le concept de carrière implique d'analyser les processus biographiques selon une logique séquentielle, pour laquelle chaque séquence peut influencer les autres et peut présenter des configurations différentes. Cette attention à l'épaisseur temporelle des biographies implique de se débarrasser de la conception « déductive-nomologique » de la science, soit le postulat selon lequel *expliquer* un phénomène consiste à montrer qu'il peut être *déduit* d'un ensemble de *conditions initiales*, d'une part et de *lois*, d'autre part. Ici, la disjonction entre le temps des causes et le temps des conséquences ne disparaît bien entendu pas complètement mais elle ne peut plus fonder un modèle explicatif étant donné l'importance désormais reconnue aux petites différences et au séquençage temporel. L'on est donc conduit à abandonner les conceptions balistiques des trajectoires au profit d'une conception processuelle dans laquelle la continuité n'est plus inéluctable et où les bifurcations, les *turning points*, génèrent une imprévisibilité qui peut devenir centrale (Bessin *et alii*, 2010).

Très concrètement, cela veut dire que les produits observables de la socialisation politique au moment de l'enquête (*i.e.* les systèmes de dispositions politiques, permettant de rendre compte des formes de politisation) ne peuvent être interprétés comme le résultat d'une socialisation linéaire, avec ses enchaînements de mécanismes causaux auxquels l'on pourrait accéder au moyen des outils statistiques les plus classiques (comme les enquêtes par questionnaires synchroniques, les analyses de régression, etc.). Deux

exemples suffiront à montrer tout l'intérêt de ne plus raisonner en termes déductifs et nomologiques.

La littérature foisonne de notations indiquant que la propension à la politisation est inégalement partagée selon les activités professionnelles des individu(e)s et les modalités d'exercice de ces activités. Cela a particulièrement été étudié dans les recherches sur les mondes ouvriers et à propos des métiers du contrôle social. Sur le premier aspect, par exemple, Stéphane Beaud et Michel Pialoux montrent dans *Retour sur la condition ouvrière* comment le passage de l'atelier taylorien où des formes de contre-pouvoir s'étaient mises en place autour des délégués (et donc des formes de politisation au travail encadrées et douées d'une certaine efficacité) à une « nipponisation » du travail au début des années quatre-vingt (travail à flux tendu, chasse aux temps morts, développement des cercles de qualité, etc.), aura eu pour effet de casser les solidarités ouvrières d'atelier, partant de rendre plus difficile la constitution d'une conscience de classe, d'un rapport politique au travail et, plus généralement, d'un rapport politique au monde social. D'autre part, les métiers du contrôle social amènent ceux/celles qui les occupent à exercer un magistère moral sur leurs concitoyens (enseignement, magistrature, animation sociale, mais aussi intellectuel[le]s et artistes) et constituent un bassin privilégié de recrutement pour les mobilisations politiques et les engagements militants (*e.g.* Siméant, 1998). Les raisons de cette relation peuvent être multiples, à commencer par tout ce qui, dans les dispositions acquises au cours de la socialisation primaire, favorise la politisation et contribue *en même temps* à orienter vers ces métiers. Mais aussi tout ce qui dans l'exercice de telle ou telle profession facilite le militantisme (proximité à des problèmes sociaux constitués, disponibilité biographique, équilibre des coûts et des risques professionnels d'un engagement politique) et favorise de par son contenu l'émergence de dispositions politiques. Ce qu'illustre Champy (2009) à propos des professions « à pratique prudentielle ». Le tout se compliquant encore du fait que le façonnage organisationnel s'accompagne de phénomènes de sélection et d'orientation des individu(e)s vers tels ou tels rôles au sein de tel ou tel champ professionnel et du fait que toutes ces relations prennent une coloration différente selon les contextes socio-historiques dans lesquels elles se déroulent et les âges auxquels les individu(e)s y sont exposé(e)s. Liora Israël le montre fort bien dans ses travaux à propos des magistrats français confrontés à la période de l'occupation (Israël, 2005 ; 2008) ou encore les chercheur(e)s qui, s'interrogeant sur le devenir professionnel des militant(e)s ordinaires de mai 1968, montrent que si le « refus de parvenir » (Gobille, 2008) – soit la répugnance à se lancer dans la course aux postes et donc le souci d'inventer de nouvelles façons d'exercer des responsabilités – explique pour partie les trajectoires poursuivies (Pagis, 2009 ; Neveu, 2008), cela est aussi à rapporter

à un contexte dans lequel des activités professionnelles nouvelles émergent, propres à faciliter de tels parcours (Pollak, 1991, 1982).

Un autre exemple bien connu par ses apories multiples est celui du «schème du déclassement» que l'on trouve presque systématiquement mobilisé dans la littérature sous diverses formes et de manière plus ou moins subtile (e.g. Boudon, 1969; Chartier, 1982; Bourdieu, 1984; Joshua, 2011, sur les militants de la LCR arrivés après 2002). Ici, le malaise ou les frustrations générées par le déclassement ou le décalage entre les aspirations et les destins sociaux probables constituerait une cause puissante de l'engagement militant. Pourtant, rien n'est moins sûr. D'abord, dans la mesure où nombre de ces travaux reposent sur la mesure des positions sociales occupées au moment de l'enquête et ne prennent pas la peine d'y associer des données similaires tirées de groupes de contrôles, il est malaisé de rien dire de sérieux sur l'effet propre de l'expérience militante passée sur les trajectoires ascendantes ou descendantes des un(e)s ou des autres (McAdam, 1999; Fillieule, 2009). Ensuite, un ensemble consistant de travaux identifie une relation causale inverse, soulignant que les trajectoires sociales ascendantes peuvent au contraire faciliter l'acquisition de dispositions au militantisme, en raison de la pluralité des dispositions acquises dans des parcours de vie non linéaires (Pudal, 1989, 2005; Pagis, 2010; Pagis, Leclercq, 2011). Enfin, les mêmes travaux soulignent que le militantisme a aussi des coûts et peut se traduire par des formes de déclassement social (Taylor, Raeburn, 1995), ce qui n'est jamais aussi évident que dans le cas des militantismes à haut risque sur lesquels la répression peut s'abattre sous toutes les formes possibles (Combes, Fillieule, 2011).

Au total, les travaux récents reposant sur une attention à l'épaisseur des biographies soulignent avec de plus en plus de constance la complexité des influences réciproques entre engagements militants et trajectoires professionnelles, et donc mobilité sociale (Pagis, 2009; Neveu, 2008; Leclercq, 2008; Joshua, 2011, sur les années post 68 à la LCR; Pagis, Leclercq, 2011), nous invitant à abandonner toute ambition déductive-nomologique dans l'exploration entre activité professionnelle et engagements militants.

Pour ne pas conclure

Il serait tout à fait vain de prétendre «conclure» à partir de ces brèves remarques. Le livre que l'on vient de lire démontre assez par sa richesse et sa diversité à quel point le champ est encore ouvert et prometteur. Je me permettrai juste de soulever trois points qui pourraient peut-être définir autant de directions, parmi d'autres, à emprunter dans les recherches futures.

En tout premier lieu, si l'on est convaincu que l'expérience militante affecte tout particulièrement les parcours professionnels et qu'en retour l'activité professionnelle, parce qu'elle est génératrice de politisation au sens le plus large retenu ici, a toutes les chances de produire des effets sur l'expérience militante, il en découle alors logiquement que le non-travail, subi ou volontaire, est aussi un élément à prendre en compte dans l'analyse. L'on se souviendra d'ailleurs que la notion de «disponibilité biographique», forgée par Doug McAdam pour rendre compte de la participation au Freedom summer (1988), pointait justement le rapport entre temps objectivement disponible pour le militantisme et temps consacré à d'autres tâches dans d'autres sphères de vie, dont la sphère professionnelle bien sûr. De ce point de vue, il est peut-être dommageable de trop vite restreindre l'exploration des sens du travail aux seules personnes qui exercent effectivement un travail. À l'heure où une part non négligeable de la population est privée définitivement ou épisodiquement de travail, où des mouvements réclament de l'emploi ou à l'inverse théorisent le refus du travail, il ne fait pas de doute que l'exploration du sens politique du travail ne peut se limiter facilement à ce qui se passe dans les univers de travail ou à ce que les individu(e)s politisé(e)s importent dans ces univers. Enfin, comment ne pas noter qu'isoler les univers de travail aurait aussi pour effet de rejouer la définition amputée du travail comme seul travail productif aux dépens donc du travail domestique, alors qu'une conception du travail comme «production du vivre ensemble» (Kergoat, 1998) permet de penser les sens politiques du travail dans toutes leurs dimensions? Le livre se donne explicitement pour objectif de penser ensemble univers de travail et autres sphères de vie. Il offre d'ailleurs quelques incursions dans les positions hors travail et dans les situations de non-travail. Mais elles demeurent encore trop timides. L'évocation ici des conceptions féministes matérialistes du travail (Delphy 1998) indique une autre piste. En effet, si l'articulation entre sphère professionnelle et militante s'impose, rien ne justifie théoriquement et empiriquement de ne pas en même temps chercher à articuler ces deux sous-mondes sociaux à celui des relations familiales et affectives. Les difficultés sont là nombreuses, au-delà du surcroît de travail que cela représente pour le chercheur ou la chercheuse et la difficulté d'accéder à l'intime (Schwartz, 1989). Mais encore une fois, exclure cette sphère, c'est faire comme si les hommes et les femmes, ou encore les humains à tel ou tel moment de leur cycle de vie, étaient toutes et tous logé(e)s à la même enseigne. Or, un certain nombre de recherches (voir Fillieule, Roux, 2008, pour une revue; Ollitrault *et alii*, 2009, 2012) montrent que l'expérience militante peut profondément et durablement influencer sur la vie familiale et amoureuse, et vice versa, bien entendu. Là encore, le livre foisonne de notations sur cette dimension, mais de manière éparse et peu systématique, ce qui fait que bien souvent il est difficile de savoir *in fine* si le sens des relations de dépendance et d'influence analysées ne masque pas un ensemble de variables cachées parfois plus déterminantes.

Enfin, et pour finir, il est frappant que la plupart des recherches portant sur les relations entre différents sous-mondes sociaux ne posent la question des relations entre sphères de vie que dans une perspective diachronique. Cela a bien entendu à voir avec le travers souligné plus haut et consistant à raisonner en termes de causalité simple, mais tient aussi à la difficulté empirique qu'il y a à observer dans la synchronie les arbitrages entre sphères de vie (voir Lechaux, 2011, cependant, pour une tentative remarquable). Cela n'est, à vrai dire pas propre à ce sous-champ de recherche et la plupart des travaux sur la socialisation, si l'on y songe, s'en tiennent à des raisonnements infé-
 tés, ou ~~non~~ ^{tel} le processus de socialisation plutôt qu'ils ne reposent sur de réelles observations du dit processus. Pour dépasser ces limites, c'est sans doute vers des protocoles d'enquête renouvelés qu'il faut se tourner, les approches ethnographiques s'inscrivant ici au premier rang des terres promises.

Bibliographie

- AGRIKOLIANSKY E. (2010), « Les usages protestataires du droit », in O. FILLIEULE, E. AGRUKOLIANSKY, et I. SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- ANDREWS M. (1991), *Lifetimes of commitment: Aging, politics, psychology*, Cambridge, CUP.
- BARGEL L. (2009), *Jeunes socialistes/Jeunes UMP. Lieux et processus de socialisation politique*, Paris, Dalloz.
- BEAUD S., PIALOUX M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard.
- BECKER H. (1985), *Outsiders*, Paris, Métailié.
- BERGER P., LUCKMANN T. (1986), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridiens-Klincksieck.
- BESSIN M., BIDART C., GROSSETTI M. (2010) (dir.), *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'engagement*, Paris, La Découverte.
- BOUDON R. (1969) « La crise universitaire française: essai de diagnostic sociologique », *Annales ESC*, 24-3, p. 738-764.
- BOURDIEU P. (1984), *Homo Academicus*, Paris, Éditions de Minuit.
- BROQUA C. (2005), *Agir pour ne pas mourir*, Paris, Presses de Science Po.
- CAMPBELL A. (2006), *Why we vote?*, Princeton, Princeton University Press.
- CHAMPY F., ISRAËL L. (2009), « Professions et engagement public », *Sociétés contemporaines*, 1, n° 73, p. 7-19.
- CHARTIER R. (1982), « Espace social et imaginaire social: les intellectuels frustrés au XVIII^e siècle », *Annales ESC*, 37-2, p. 389-400.
- COMBES H., FILLIEULE O. (2011) « De la répression dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, n° 6, vol. 61, p. 1047-1072.
- COOK T. (1985), « The bear market in political socialization and the costs of misunders-tood psychological theories », *APSR*, 79 (4).
- DAUVIN P., SIMÉANT J. (2002), *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris, Presses de Science Po.

- DARMON M. (2006), *La socialisation*, Paris, Armand Colin.
- DELPHY C. (1998), *L'ennemi principal. Tome 1 : Économie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse.
- EASTON D., DENNIS J. (1969), *Children in the political system*, New York, McGraw Hill.
- EVANS, S. (1979), *Personal politics: The roots of women's liberation in the Civil rights movement and the New Left*, New York, Vintage.
- FENDRICH J.M. (1993), *Ideal Citizens*, Albany, New York, State University of New York Press.
- FILLIEULE O. (2012), « Socialization and social movements », in D. SNOW, B. KLANDERMAN, D. DELLA PORTA et D. MCADAM (eds.), *Blackwell dictionary of social movements*, London, Blackwell.
- FILLIEULE O. (2010), « Some elements of an interactionist approach to political disengagement », *Social Movement Studies*, 9-1, p. 1-15.
- FILLIEULE O. (2009) « Conséquences biographiques de l'engagement », in O. FILLIEULE, L. MATHIEU, et C. PÉCHU (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 131-138.
- FILLIEULE O. (2005) (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin.
- FILLIEULE O. (2001), « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, p. 199-217.
- FILLIEULE O., PUDAL B. (2010), « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », in O. FILLIEULE, E. AGRUKOLIANSKY et I. SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.
- FILLIEULE O., ROUX P. (2008), *Le sexe du militantisme*, Paris, Presses de Science Po.
- FIORINA M.P. (1981), *Retrospective Voting in American National Elections*, New Haven, YUP.
- GAXIE D. (1978), *Le cens caché*, Paris, Le Seuil.
- GIRAUD B. (2009) « des conflits du travail à la sociologie des mobilisations: apports d'un décloisonnement théorique et empirique », *Politix*, vol 2, n° 86, p. 145-164.
- GOBILLE B. (2008), « Mai-juin 68: crise du consentement et ruptures d'allégeance », in D. DAMAMME et alii (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- ISRAËL L. (2009), « Cause lawyering », in O. FILLIEULE, L. MATHIEU et C. PÉCHU (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 94-100.
- ISRAËL L. (2005) *Robes noires, années sombres. Avocats et magistrats en résistance pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard.
- ISRAËL L. (2008), « Les milieux judiciaires dans la Résistance et à la Libération », in Collectif, *La Justice de l'épuration à la fin de la Seconde guerre mondiale*, Paris, La Documentation française/Association française pour l'histoire de la justice, p. 123-132.
- JENNINGS M.K. (2002), « Generation units and the student protest movement in the United States: an Intra and intergenerational analysis », *Political psychology*, 23, p. 303-324.
- JENNINGS M.K., NIEMI R.G. (1981), *Generations and Politics*, Princeton, Princeton University Press.
- JOHNSA F. (2011), *De la LCR au NPA (1966-2009). Sociologie politique des métamorphoses de l'engagement anticapitaliste*, thèse de doctorat en science politique, Institut d'études politiques de Paris.

- KERGOAT D. (1998), « La division du travail entre les sexes », in J. KERGOAT, J. BOUTET, H. JACOT et D. LINHART (dir.), *Le monde du travail*, Paris, La Découverte, p. 319-327.
- KLAWITER M. (2008), *The biopolitics of breast cancer. Changing cultures of disease and activism*, Minnesota, University of Minnesota Press.
- LAHIRE B. (2002), *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan.
- LECHAUX B. (2011), *Scènes et répertoires des engagements du monde du théâtre. Une comparaison New York-Paris*, thèse en science politique, Université de Rennes 1.
- LECHAUX B., ROUSSEL V. (2010), *Voicing Dissent: American Artists and the War on Iraq*, London, Routledge.
- LECLERCQ C. (2008), *Histoires d'« ex ». Une approche socio-biographique du désengagement des militants du Parti communiste français*, thèse de science politique, Institut d'études politiques de Paris.
- MANNHEIM K. (1952), *The Problem of Generations in Essays on the Sociology of Knowledge*, London, Routledge and Kegan Paul, p. 276-332.
- MARUANI M. (1979), *Les Syndicats à l'épreuve du féminisme*, Paris, Syros.
- MCADAM D. (1999), « The biographical Impact of Activism », in M. GIUGNI, D. MCADAM et C. TILLY (dir.), *How Social Movements Matter*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 119-146.
- MCADAM D. (1989) « The biographical conséquences of activism », *American Sociological Review*, 54, p. 744-760.
- MISCHI J. (2010), *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, Rennes, PUR.
- MUEL-DREYFUS F. (1983), *Le métier d'éducateur. Les instituteurs de 1900, les éducateurs spécialisés de 1968*, Paris, Éditions de Minuit.
- MUXEL A. (2001), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- NEVEU E. (2008) « Trajectoires de soixante-huitards ordinaires », in D. DAMAMME et alii (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, p. 306-318.
- OLLITRAULT S. (2008), *Militer pour la planète: sociologie des écologistes*, Rennes, PUR, coll. « Res Publica ».
- OLLITRAULT S., PALA S., RÉTIF S., ARNAUD L. (2009) (dir.), *L'action collective face à l'imbrication des rapports sociaux: classe, ethnicité, genre*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques ».
- OLLITRAULT S., BONNY L., LE CARO Y., KEERLE R. (2012), *Espaces de vie, espaces enjeux: entre investissements ordinaires et mobilisations politiques*, Rennes, PUR.
- PAGIS J., LECLERCQ C. (2011), « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale », *Sociétés contemporaines*, n° 84.
- PAGIS J. (2009), *Les incidences biographiques du militantisme en Mai 68. Une enquête sur deux générations familiales: des « soixante-huitards » et leurs enfants scolarisés dans deux écoles expérimentales*, thèse de doctorat en sciences sociales, ENS-EHESS.
- PAGIS J. (2010), « La politisation d'engagements religieux. Retour sur une matrice de l'engagement en Mai 68 », *Revue française de science politique*, n° 60(1), p. 61-89.
- PERCHERON A. (1985), « La socialisation politique. Défense et illustration », in M. GRAWITZ et J. LECA (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, p. 165-235.
- PETROCIK J.R. (1996), « Issue Ownership in Presidential Elections, with a 1980 Case Study », *AJPS*, 40, p. 825-50.
- PIAGET J. (1972), *Épistémologie des sciences de l'homme*, Paris, Gallimard.
- POLLAK M. (1976), « La planification des sciences sociales », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 2, n° 2, p. 105-121.
- POLLAK M. (1982), « La régulation technologique: le difficile mariage entre le droit et la technologie », *Revue française de science politique*, 2, p. 165-185.
- PUDAL B. (1989), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP.
- PUDAL B. (2005), « Gérard Belloin, de l'engagement communiste à l'« auto-analyse » », in O. FILLIEULE (dir.), *Le désengagement militant*, Paris, Belin, p. 155-169.
- SAPIRO V. (1989), « The women's movement and the creation of gender consciousness: Social movements as socialization agents », in O. ICHILOV (ed.), *Political socialization Citizenship Education and Democracy*, New York, Teachers College Press, p. 266-280.
- SCHWARTZ O. (1989), *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.
- SCHWARTZ S.H. (1977), « The Validity of Adolescent's Political Responses », *Youth and Society*, 8.
- SEARS D.O. (1989), « Whither Political Socialization Research? The Question of Persistence », in O. ICHILOV (ed.), *Political Socialization, Citizenship Education, and Democracy*, New York, Teacher College Press, p. 69-97.
- SIGEL R. (1995), « New Directions for Political Socialization Research », *Perspectives on Political Science*, 24, 1, p. 17-22.
- SIGEL R. (ed.) (1989), *Political Learning in Adulthood*, Chicago, University of Chicago Press.
- SIMÉANT J. (1998), *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.
- TAYLOR V., RAEBURN N.C. (1995), « Identity Politics as High-Risk Activism: Career Consequences for Lesbian, Gay, and Bisexual Sociologists », *Social Problems*, 42, p. 252-273.
- TISSOT S., GAUBERT C., LECHEN M.-H. (dir.) (2006), *Reconversions militants*, Limoges, PULIM.
- VOEGTLI M. (2009), *Luttes contre le sida, luttes homosexuelles: histoires croisées d'engagements militants en Suisse*, thèse de science politique, UNIL et EHESS.
- WHALEN J., FLACKS R. (1989), *Beyond the barricades: The sixties generation grows up*, Philadelphia, Temple University Press.
- WHITTIER N. (1995), *Feminist Generations. The persistence of the radical women's movement*, Temple, Philadelphia, Temple University Press.
- WILLEMEZ L. (2003), « Engagements professionnels et fidélités militantes. Les avocats travaillistes dans la défense judiciaire des salariés », *Politix*, vol 16, n° 62, p. 145-164.

